

3. Examen d'une exemption (article 10.3) et d'un abus de position dominante

3.1 Application de l'article 10.3 de la loi du 5 août 1991

Sans même examiner la question de savoir si en application de l'article 47, § 2, de la loi du 26 avril 1999, l'application de l'article 10.3 de la loi ancienne peut encore se justifier, le Conseil considère qu'en tout état de cause, l'application de l'article 10.3 suggérée - apparemment d'initiative par le Service- n'a pas d'objet en raison de la décision constatant l'absence d'infraction.

Surabondamment le Conseil relève que pareille décision ne pourrait être prise que dans l'hypothèse où une notification a effectivement été introduite, ce qui n'est pas le cas en l'espèce.

3.2 Examen en dehors de la procédure d'infraction d'un abus de position dominante.

La plaignante se prévaut de la possibilité pour le Conseil en dehors de l'hypothèse d'une infraction à l'article 12 d'examiner l'abus de position dominante dont la SNCB se serait rendue coupable.

Le Conseil n'est pas saisi par le rapport du Service de cet aspect de la violation de la loi du 5 août 1991. Il ne peut donc statuer sur ce point.

Le Conseil estime qu'il appartient à la / ou aux parties intéressées de fournir au Service des éléments nécessaires pour réorienter l'instruction en vue d'un réexamen du dossier et éventuellement de déposer une nouvelle plainte.

Par ces motifs,

Le Conseil :

- déclare la plainte recevable mais non fondée en ce qu'elle tend à faire constater une infraction à la loi du 5 août 1991, infraction qui n'existe plus en raison de la modification des seuils prévus par la loi du 26 avril 1999,
- déclare irrecevable la demande tendant à faire prendre d'office, en dehors de sa saisine par le Conseil une décision sur un abus de position dominante de la SNCB,

Ainsi décidé le 23 mai 2001 par la chambre du Conseil de la concurrence composée de Mme Marie-Claude Grégoire, Président, et de MM. Jacques Schaar, Robert Sacré et Eric Balate, Membres.

MINISTERE DE LA JUSTICE

[C - 2001/09802]

30 AOUT 2001. — Circulaire relative au Casier judiciaire central

- A Mesdames et Messieurs les Procureurs généraux,
- A Madame et Messieurs les Premiers présidents des Cours d'appel,
- A Monsieur le Commissaire général de la Police fédérale,
- A Monsieur le Président de la Commission permanente de la Police communale,
- A Monsieur le Président de la Cellule de traitement des informations financières,
- Aux administrations et autres services des ministères fédéraux, régionaux et communautaires,
- A Mesdames et Messieurs les Ministres,
- A Mesdames et Messieurs les Secrétaires d'Etat,
- A Mesdames et Messieurs les Bourgmestres,

Le *Moniteur belge* du 24 août 2001 a publié la loi du 8 août 1997 relative au Casier judiciaire central. Cette loi entre en vigueur le 3 septembre 2001.

La loi du 8 août 1997 a pour finalité de consacrer légalement l'existence du Casier judiciaire central, qui existe depuis plus d'un siècle et qui était régi jusqu'à présent par des circulaires et des notes internes. Elle fixe les renseignements qui y sont enregistrés et les règles d'accès au Casier judiciaire central qui devient désormais une banque de données accessible directement notamment aux autorités et services judiciaires et de police, pour qui ses renseignements revêtent une importance capitale.

La loi insère les dispositions relatives au Casier judiciaire central dans le Code d'instruction criminelle (ci-après CIC), en consacrant le chapitre premier du Titre VII, constitué désormais des articles 589 à 602, au Casier judiciaire central.

Elle remédie aux nombreux problèmes apparus à la suite de la loi du 9 janvier 1991 relative à l'effacement des condamnations et à la réhabilitation en matière pénale. Les modifications que cette loi de 1991 avait apportées à la loi du 7 avril 1964 avaient été inspirées par le généreux objectif d'étendre le champ d'application de l'effacement automatique des condamnations pénales; elles n'ont malheureusement pas atteint ce résultat et ont eu des conséquences néfastes dans le domaine de l'exécution des condamnations. Si la loi de 1964 avait

MINISTERIE VAN JUSTITIE

[C - 2001/09802]

30 AUGUSTUS 2001. — Omzendbrief betreffende het Centraal Strafregister

- Aan Mevrouwen en de Heren Procureurs-Generaal,
- Aan Mevrouw en de Heren Eerste Voorzitters van de hoven van beroep,
- Aan de Heer Commissaris-Generaal van de federale politie,
- Aan de Heer Voorzitter van de Vaste Commissie van de lokale politie,
- Aan de Heer Voorzitter van de Cel voor de verwerking van financiële informatie,
- Aan de besturen en andere diensten van de federale, gewest- en gemeenschapsministeries,
- Aan Mevrouwen en de Heren Ministers,
- Aan Mevrouwen en de Heren Staatssecretarissen,
- Aan Mevrouwen en de Heren Burgemeesters,

In het *Belgisch Staatsblad* van 24 augustus 2001 is de wet van 8 augustus 1997 betreffende het Centraal Strafregister bekendgemaakt. Deze wet treedt op 3 september 2001 in werking.

De wet van 8 augustus 1997 strekt ertoe het bestaan van het sedert meer dan een eeuw bestaande Centraal Strafregister bij wet te bekrachtigen, hetgeen tot op heden bij circulaires en interne nota's werd geregeld. Op grond van die wet worden de daarin geregistreerde gegevens alsmede de regels inzake de toegang tot het Centraal Strafregister vastgesteld. Dat laatste wordt voortaan een rechtstreeks toegankelijke gegevensbank, inzonderheid voor de gerechtelijke en politieke instanties en diensten, waarvoor die gegevens van kapitaal belang zijn.

Naar luid van de wet worden de bepalingen betreffende het Centraal Strafregister ingevoegd in het Wetboek van Strafvordering (hierna Sv. genoemd). Zulks geschiedt door Titel VII, hoofdstuk I, dat voortaan uit de artikelen 589 tot 602 bestaat, aan het Centraal Strafregister te wijden.

Bij die wet worden de talrijke problemen verholpen die zijn gerezen naar aanleiding van de wet van 9 januari 1991 betreffende de uitwissing van veroordelingen en het herstel in eer en rechten in strafzaken. De wijzigingen die krachtens die wet van 1991 in de wet van 7 april 1964 zijn aangebracht, waren ingegeven door het edelmoedige oogmerk het toepassingsgebied van de ambtshalve uitwissing van strafrechtelijke veroordelingen uit te breiden; maar zij hebben jammer genoeg niet dat resultaat ongeleverd, en funeste gevolgen gehad op het stuk van de

instauré l'effacement automatique des condamnations à des peines de police après un délai de cinq ans à compter de la date de la décision judiciaire définitive les prononçant, la loi de 1991 avait étendu cet effacement aux condamnations à des peines d'emprisonnement correctionnel de six mois au plus, à des peines d'amendes ne dépassant pas 500 francs et à toutes les peines d'amendes infligées en vertu des lois coordonnées relatives à la police de la circulation routière. Le délai d'effacement avait été réduit à trois ans. Il était cependant apparu que la brièveté de ce délai rendait inopérantes dans de nombreux cas les règles relatives à la prescription et à l'exécution des peines. L'effacement des condamnations après trois ans faisait également obstacle aux règles instaurant des délais spéciaux de récidive de plus de trois ans, notamment en matière d'abandon de famille ou de stupéfiants. Les règles relatives à la révocation du sursis étaient elles aussi déjouées, puisque, même si cette révocation intervenait dans les trois ans suivant la condamnation, cette dernière pouvait être effacée avant d'avoir pu être exécutée. Par ailleurs, alors que le but poursuivi par la loi de 1991 était de lever un obstacle à la réinsertion sociale des condamnés à des peines légères, en évitant la mention de ces condamnations dans les certificats de bonne conduite, vie et moeurs, les modifications instaurées étaient en grande partie restées sans effets. En effet, la portée de l'alinéa 2 de l'article 619 du Code d'instruction criminelle, selon lequel l'effacement n'était pas applicable aux condamnations comportant des déchéances ou des interdictions dont les effets dépassent une durée de trois ans, avait été sous-estimée. A côté des déchéances et interdictions prononcées par le juge, qui sont peu nombreuses, il existe une multitude de déchéances et interdictions automatiques, résultant d'office de la condamnation du chef de certaines infractions, et qui, disséminées à travers toute la législation belge, faisaient dans une très large mesure obstacle à l'effacement, de sorte que le nombre de condamnations susceptibles d'être effacées était à peine supérieur à celui des condamnations effacées sous l'empire de la loi de 1964.

La notion d'effacement telle qu'elle est redéfinie par la loi du 8 août 1997 dans les articles 619 et 620 du Code d'instruction criminelle devient uniquement applicable aux condamnations de police, et n'a dès lors plus pour effet d'empêcher l'exécution des condamnations correctionnelles ni de faire obstacle à l'application des dispositions légales relatives à la récidive, au sursis et à la prescription des peines.

Les données du Casier judiciaire central communiquées varient désormais en fonction de la qualité des autorités et services autorisés à y avoir accès et de l'usage auquel ces renseignements sont destinés.

Les autorités judiciaires auront désormais accès à plus d'antécédents judiciaires que sous l'empire de la loi de 1991. Les services de police auront désormais également accès au Casier judiciaire central. Il est en effet important que ces autorités et services disposent d'un outil adéquat et performant afin de mener à bien leurs missions judiciaires prévues par la loi en matière pénale, c'est-à-dire notamment la poursuite et la répression des infractions. Une politique pénale cohérente requiert en effet que les autorités judiciaires exercent leurs missions en pleine connaissance des informations qui leur sont utiles, notamment des antécédents judiciaires de l'intéressé, que ce soit au niveau de l'information ou de l'instruction pénale ou au stade du jugement ou de la phase d'exécution de la décision rendue. C'est dans cette optique que les condamnations légères seront désormais portées à la connaissance des autorités visées à l'article 593 du CIC même après un délai de trois ans, à l'exception des condamnations à des peines de police qui sont les seules à être visées par la notion d'effacement tel que prévu par le nouvel article 619 du CIC.

L'opération d'effacement des condamnations est réalisée au sein du Casier judiciaire central. Le programme de délivrance automatique des informations applique non seulement les règles légales d'effacement successives (lois du 7 avril 1964, du 9 janvier 1991 et du 8 août 1997), mais aussi les règles de mention ou de non-mention des données prévues dans les articles 593 à 596 du CIC.

1. Données à transmettre au Casier judiciaire central.

Les décisions qui doivent être transmises au Casier judiciaire central sont énumérées à l'article 590 du CIC. Elles doivent être transmises par les greffiers dans les trois jours qui suivent celui où les jugements sont passés en force de chose jugée (art. 592 CIC).

tenuitvoerlegging van veroordelingen. Terwijl voor veroordelingen tot politiestrafpen, krachtens de wet van 1964 ambtshalve uitwissing was ingesteld na een termijn van vijf jaar, te rekenen van de dag van de definitieve rechterlijke beslissing waarbij zij was uitgesproken, was die uitwissing bij de wet van 1991 uitgebreid tot veroordelingen tot correctionele hoofdgevangenisstraffen van ten hoogste zes maanden, veroordelingen tot correctionele geldstraffen van ten hoogste 500 frank en tot geldstraffen ongeacht hun bedrag, opgelegd krachtens de gecoördineerde wetten betreffende de politie over het wegverkeer. De termijn waarbinnen uitwissing plaatsvond was teruggebracht tot drie jaar. Kennelijk verloren de regels inzake verjaring en strafuitvoering door de korte duur van die termijn evenwel in veel gevallen hun uitwerking. De uitwissing van veroordelingen na drie jaar vormde ook een hinderpaal voor de regels tot instelling van bijzondere termijnen van meer dan drie jaar in geval van recidive, inzonderheid met betrekking tot verlatting van familie of inzake verdovende middelen. Ook de regels betreffende de herroeping van de opschorting werden gedwarsboemd, aangezien de veroordeling kon worden uitgewist voordat zij ten uitvoer kon worden gelegd, zelfs indien de herroeping binnen drie jaar na de veroordeling plaatsvond. Overigens waren de wijzigingen ingesteld bij de wet van 1991 zonder gevolg gebleven, hoewel zij ten doel hadden een obstakel uit de weg te ruimen bij de resocialisatie van veroordeelden tot lichte straffen, door niet-vermelding daarvan op de bewijzen van goed zedelijk gedrag. De draagwijdte van artikel 619, tweede lid, Sv., volgens hetwelk uitwissing niet van toepassing was op veroordelingen die vervallenverklaringen of ontzettingen inhielden waarvan de gevolgen zich over meer dan drie jaar uitstrekken, was immers onderschat. Naast de vervallenverklaringen en verboden uitgesproken door een rechter, die weinig talrijk zijn, bestaan er vele, over de hele Belgische wetgeving verspreide, ambtshalve vervallenverklaringen en verboden voortvloeiend uit veroordelingen wegens bepaalde strafbare feiten, waardoor uitwissing bijna geheel onmogelijk was. Zodoende konden nauwelijks meer veroordelingen worden uitgewist dan op grond van de wet van 1964 geschiedde.

Het begrip uitwissing zoals het bij de wet van 8 augustus 1997 opnieuw is omschreven in de artikelen 619 en 620 van het Wetboek van Strafvordering wordt enkel toepasselijk op veroordelingen tot politiestrafpen. Derhalve verhindert het niet langer de tenuitvoerlegging van correctionele veroordelingen, en vormt het geen obstakel meer voor de toepassing van wetsbepalingen met betrekking tot recidive, tot de opschorting en tot de verjaring van straffen.

De medegedeelde gegevens van het Centraal Strafregister verschillen voortaan naar gelang van de hoedanigheid van de instanties en diensten gemachtigd om zich toegang ertoe te verschaffen en om die inlichtingen aan te wenden voor het nagestreefde oogmerk.

De gerechtelijke instanties hebben voortaan toegang tot meer gerechtelijke antecedenenten dan onder de wet van 1991. Ook de politiediensten hebben voortaan toegang tot het Centraal Strafregister. Het is immers van belang dat die instanties en diensten beschikken over een aangepast en krachtig hulpmiddel om de strafrechtelijke taken te verwezenlijken waarmee zij krachtens de wet belast zijn, inzonderheid de vervolging en bestraffing van misdrijven. Met het oog op een coherent strafbeleid moeten de gerechtelijke instanties bij hun opdrachten kennis hebben van de hun dienstige gegevens, inzonderheid van de gerechtelijke antecedenenten van betrokkene, zulks ongeacht of zij verband houden met het opsporingsonderzoek, het strafonderzoek of de fase van het vonnis of van de tenuitvoerlegging van de gewezen beslissing. Met het oog daarop worden lichte veroordelingen voortaan zelfs na de termijn van drie jaar ter kennis gebracht van de instanties bedoeld in artikel 593 Sv., met uitzondering van veroordelingen tot politiestrafpen, de enige waarop het begrip uitwissing zoals bepaald in het nieuwe artikel 619 Sv. betrekking heeft.

De uitwissing van veroordelingen geschiedt bij het Centraal Strafregister. Bij het programma voor automatische gegevensverstrekking worden niet alleen de opeenvolgende wettelijke regels inzake uitwissing (wetten van 7 april 1964, 9 januari 1991 en 8 augustus 1997) toegepast, maar ook de regels inzake vermelding of niet-vermelding van de gegevens bedoeld in de artikelen 593 tot 596 Sv.

1. Gegevens die aan het Centraal Strafregister moeten worden bezorgd.

De beslissingen die aan het Centraal Strafregister moeten worden bezorgd staan opgesomd in artikel 590 Sv. Zij moeten worden bezorgd door de griffiers binnen de drie dagen volgend op de dag waarop zij in kracht van gewijsde zijn gegaan (art. 592 Sv.).

Le jugement rendu par défaut, signifié au condamné sans parler à sa personne, acquiert force de chose jugée à l'expiration du délai ordinaire d'opposition, sous condition résolutoire d'une opposition dans le délai extraordinaire d'opposition, déclarée recevable. Il est dès lors nécessaire que le Casier judiciaire central soit averti des décisions d'acquiescement rendues à la suite d'un recours en opposition introduit durant le délai extraordinaire d'opposition, afin de permettre la suppression des condamnations par défaut anéanties par ce recours mais déjà enregistrées par le Casier judiciaire, et les décisions d'acquiescement prononcées par les juridictions de renvoi à la suite d'un arrêt de cassation.

Tant que les tribunaux de police n'alimentent pas automatiquement le Casier judiciaire central, seules les condamnations à une peine de police prononcée pour infraction aux dispositions du Code pénal ou assortie d'une déchéance du droit de conduire doivent être transmises au Service du Casier judiciaire central (avenue de la Porte de Hal, 5/8, 1060 Bruxelles).

Les données qui doivent être transmises pour chaque décision sont reprises à l'article 3 de l'arrêté royal du 19 juillet 2001 portant exécution de la loi. En attendant l'alimentation automatique du Casier judiciaire central par les greffes des cours et tribunaux, les décisions sont transmises sous forme papier au Casier judiciaire central (avenue de la Porte de Hal 5/8, 1060 Bruxelles).

2. Accès aux informations enregistrées dans le Casier judiciaire central.

La loi prévoit trois catégories de demandeurs d'extrait :

— les magistrats du ministère public, les juges d'instruction, les services de police, l'Administration et les établissements pénitentiaires, les services de renseignements et la Cellule de traitement des informations financières constituent la première (art. 593 CIC);

— les administrations publiques autorisées par l'arrêté royal du 19 juillet 2001 (art. 594 CIC) constituent la deuxième;

— les particuliers constituent la troisième catégorie (art. 595 et 596 CIC).

Des extraits de casier sont également délivrés aux autorités étrangères lorsqu'une convention internationale le prévoit.

La demande d'extrait de casier se fait actuellement par voie électronique lorsque c'est possible, ou par voie de courrier dans les autres cas. Les demandes par voie électronique sont déjà possibles pour certains services visés dans la première catégorie de demandeurs. A partir du 3 septembre 2001, ces services doivent utiliser le code "PARPOL" dans le champ "type de demande". Les services visés aux articles 593 et 594 du CIC qui n'ont pas encore la possibilité de demander un extrait par voie électronique doivent demander les extraits uniquement par courrier au Casier judiciaire central (avenue de la Porte de Hal, 5/8, 1060 Bruxelles), ou, en cas d'urgence uniquement, par fax au numéro 02-542 72 97. Les formulaires requis pour les demandes d'extrait peuvent être obtenus à la même adresse.

Les administrations publiques qui, sur base de l'article 594 du CIC, souhaitent obtenir un accès aux données du Casier judiciaire central, doivent adresser leur demande au Service du Casier judiciaire central (avenue de la Porte de Hal 5/8, 1060 Bruxelles).

La demande doit mentionner très précisément :

1° la finalité spéciale en vue de laquelle l'accès est autorisé et la disposition légale ou réglementaire dont l'application nécessite la connaissance des antécédents judiciaires et sur base de laquelle cette finalité est fondée;

2° les antécédents judiciaires dont la connaissance est nécessaire à l'exécution de la mission confiée à l'administration publique.

Le régime juridique de l'accès sélectif au Casier judiciaire central est semblable à l'accès par les autorités publiques et organismes publics au Registre national des personnes physiques. Le respect des principes légaux en matière de protection de la vie privée implique que l'accès aux données du Casier judiciaire central doit être sélectif et limité aux données pertinentes. La demande d'accès ne peut être faite que si l'accès aux données du Casier judiciaire central est indispensable pour

Een bij verstek gewezen vonnis, betekend aan de veroordeelde zonder hem persoonlijk te spreken, verwerft kracht van gewijsde na verloop van de gewone termijn van verzet, onder de ontbindende voorwaarde van een ontvankelijk verklaard verzet binnen de buitengewone termijn van verzet. Het is dan ook noodzakelijk dat het Centraal Strafregister in kennis wordt gesteld van de beslissingen tot vrijspraak, gewezen ingevolge verzet gedaan tijdens de buitengewone termijn van verzet (zulks teneinde vonnissen bij verstek te kunnen schrappen die door dat rechtsmiddel teniet zijn gedaan maar reeds geregistreerd zijn in het Centraal Strafregister), alsmede van de beslissingen tot vrijspraak uitgesproken door gerechten waarnaar de zaak ingevolge een arrest van het Hof van Cassatie was verwezen.

Zolang de politierechtbanken het Centraal Strafregister niet automatisch aanvullen, moeten alleen veroordelingen tot een politiestraf wegens overtreding van het Strafwetboek, of gepaard gaande met een vervallenverklaring van het recht tot sturen, worden bezorgd aan de dienst van het Centraal Strafregister (Hallepoortlaan 5/8, 1060 Brussel).

De gegevens die voor elke beslissing moeten worden bezorgd, staan opgesomd in artikel 3 van het koninklijk besluit d.d. 19 juli 2001 tot uitvoering van de wet. In afwachting dat de griffies van hoven en rechtbanken het Centraal Strafregister automatisch aanvullen, worden de beslissingen op papier aan het Centraal Strafregister bezorgd (Hallepoortlaan 5/8, 1060 Brussel).

2. Toegang tot de in het Centraal Strafregister geregistreerde gegevens.

De wet voorziet in drie categorieën van aanvragers van uittreksels :

— de magistraten van het openbaar ministerie, de onderzoeksrechters, de politiediensten, de administratie van de strafinrichtingen en de strafinrichtingen zelf, de inlichtingendiensten en de Cel voor de verwerking van financiële informatie vormen de eerste categorie (art. 593 Sv.);

— overheidsinstanties waaraan machtiging is verleend krachtens het koninklijk besluit van 19 juli 2001 (art. 594 Sv.) vormen de tweede categorie;

— particulieren vormen de derde categorie (art. 595 en 596 Sv.).

Uittreksels uit het strafregister worden ook uitgereikt aan buitenlandse autoriteiten indien een internationale overeenkomst daarin voorziet.

Waar zulks mogelijk is geschieden aanvragen om een uittreksel uit het strafregister te verkrijgen elektronisch, en in de andere gevallen per brief. Aanvragen langs elektronische weg zijn reeds mogelijk voor bepaalde diensten bedoeld onder de eerste categorie van gebruikers. Vanaf 3 september 2001 moeten die diensten de code « PARPOL » gebruiken in het veld « aanvragerscode ». De diensten bedoeld in de artikelen 593 en 594 Sv. die nog geen uittreksels langs elektronische weg kunnen aanvragen, moeten de uittreksels per brief aanvragen bij het Centraal Strafregister (Hallepoortlaan 5/8, 1060 Brussel) of, enkel in dringende gevallen, per fax op het nummer 02-542 72 97. De benodigde formulieren om uittreksels aan te vragen zijn op hetzelfde adres te verkrijgen.

Overheidsinstanties die op grond van artikel 594 Sv. toegang wensen te verkrijgen tot het Centraal Strafregister moeten hun aanvraag richten tot de dienst van het Centraal Strafregister (Hallepoortlaan 5/8, 1060 Brussel).

In de aanvraag moeten de volgende gegevens zeer nauwkeurig worden vermeld :

1° de bijzondere finaliteit waarvoor toegang wordt verleend alsmede de wetbepaling of regelgeving waarvoor kennis van de gerechtelijke antecedenenten vereist is en waarop die finaliteit gegrond is;

2° de gerechtelijke antecedenenten waarvan kennis noodzakelijk is met het oog op de opdracht die aan de overheidsinstantie werd toevertrouwd.

Het juridisch regime voor selectieve toegang tot het Centraal Strafregister is analoog met de toegang van overheidsinstanties en openbare instellingen tot het Rijksregister van de natuurlijke personen. Met het oog op de naleving van de wettelijke beginselen inzake de bescherming van de persoonlijke levenssfeer is het noodzakelijk dat de toegang tot het Centraal Strafregister selectief van aard is en beperkt blijft tot de relevante gegevens. Er mag enkel om toegang tot het

l'accomplissement de la mission de l'administration publique. La demande sera dès lors motivée de manière complète et précise en vue de déterminer que l'accès est indispensable.

En attendant l'entrée en vigueur des articles 9 et 10 de la loi (art. 595 et 596 CIC), les administrations communales délivrent toujours les certificats de bonnes conduite, vie et mœurs.

3. Extraits du Casier judiciaire central transmis directement ou transmis ultérieurement.

Lorsque la demande d'extrait est faite par voie électronique, les scénarios suivants sont possibles.

Un extrait de casier est directement transmis dans les cas suivants :

1° la personne dont les antécédents judiciaires sont demandés n'est pas connue au Casier judiciaire central;

2° la personne dont les antécédents judiciaires sont demandés est connue au Casier judiciaire central, son dossier est totalement informatisé et le traitement des données devant être transmises ne nécessite pas d'intervention du Service du Casier judiciaire central.

Un extrait de casier n'est pas transmis directement mais dans un bref délai dans les cas suivants (un message avertit le demandeur que l'extrait sera transmis ultérieurement) :

1° la personne dont les antécédents judiciaires sont demandés est connue au Casier judiciaire central, son dossier est totalement informatisé mais le traitement des données devant être transmises nécessite une intervention du Service du Casier judiciaire central;

2° la personne dont les antécédents judiciaires sont demandés est connue au Casier judiciaire central, mais son dossier n'est pas informatisé ou n'est pas informatisé totalement; le dossier doit dès lors être informatisé complètement par le Service du Casier judiciaire central avant de pouvoir transmettre les antécédents judiciaires.

Le Casier judiciaire central est en cours d'informatisation. Toutes les condamnations prononcées depuis 1992 y sont systématiquement enregistrées sous forme codifiée. Tout dossier de casier judiciaire créé depuis cette date, qui ne comprend que des condamnations postérieures à 1992, est informatisé complètement. Les dossiers créés avant 1992 sont soit partiellement, soit totalement informatisés. Toute demande d'extrait nécessite, le cas échéant, l'informatisation complète du dossier. Toutes les personnes nées après 1930 ayant un dossier de casier judiciaire central sont enregistrées informatiquement. Celles nées avant 1930 ne sont pas toutes répertoriées informatiquement. Cela implique donc que, dans le cas d'une demande d'extrait faite par voie électronique concernant une personne née avant 1930, si le résultat de la demande est "inconnu au fichier", il y a dès lors lieu de demander confirmation de cette réponse au Service du Casier judiciaire central (par le biais d'une demande d'extrait par courrier).

Je vous saurais gré de bien vouloir communiquer la teneur de la présente à tous les services, administrations et organismes intéressés soumis à votre autorité, contrôle ou tutelle.

Bruxelles, 30 août 2001.

Pour le Ministre de la Justice, absent,

Le Ministre des Télécommunications et des Entreprises
et Participations publiques,

R. DAEMS

Centraal Strafreger worden verzocht indien zulks onontbeerlijk is om de opdracht van de overheidsinstantie te verwezenlijken. De aanvraag moet dan ook volledig en nauwkeurig met redenen worden omkleed om te kunnen bepalen of de toegang onontbeerlijk is.

In afwachting van de inwerkingtreding van de artikelen 9 en 10 van de wet (art. 595 en 596 Sv.), worden de getuigschriften van goed zedelijk gedrag nog afgeleverd door de gemeentebesturen.

3. Rechtstreeks bezorgde of achteraf bezorgde uittreksels uit het Centraal Strafreger.

Wanneer de aanvraag langs elektronische weg geschiedt, zijn de volgende scenario's mogelijk.

Een uittreksel uit het strafregister wordt rechtstreeks bezorgd in de volgende gevallen :

1° de persoon wiens gerechtelijke antecedenten worden opgevraagd is niet in het Centraal Strafreger te vinden;

2° de persoon wiens gerechtelijke antecedenten worden opgevraagd is in het Centraal Strafreger te vinden, zijn dossier is volledig geïnformatiseerd en de dienst van het Centraal Strafreger moet niet tussenbeide komen bij de verwerking van de te bezorgen gegevens.

Een uittreksel uit het strafregister wordt in de volgende gevallen niet rechtstreeks maar binnen een korte termijn bezorgd (de aanvrager wordt met een bericht ervan in kennis gesteld dat het uittreksel later wordt toegezonden) :

1° de persoon wiens gerechtelijke antecedenten worden opgevraagd is in het Centraal Strafreger te vinden en zijn dossier is volledig geïnformatiseerd, maar de dienst van het Centraal Strafreger moet tussenbeide komen bij de verwerking van de te bezorgen gegevens;

2° de persoon wiens gerechtelijke antecedenten worden opgevraagd is in het Centraal Strafreger te vinden, maar zijn dossier is niet of niet volledig geïnformatiseerd; derhalve moet de dienst van het Centraal Strafreger het dossier volledig informatiseren alvorens de gerechtelijke antecedenten te kunnen bezorgen.

De informatisering van het Centraal Strafreger is aan de gang. Alle sedert 1992 uitgesproken veroordelingen worden er automatisch in gecodeerde vorm geregistreerd. Alle dossiers in het strafregister die sinds die datum zijn aangelegd en alleen veroordelingen van na 1992 bevatten zijn volledig geïnformatiseerd. Dossiers die vóór 1992 zijn aangelegd zijn ofwel gedeeltelijk ofwel volledig geïnformatiseerd. Voor iedere aanvraag om een uittreksel te verkrijgen moet het betrokken dossier in voorkomend geval volledig worden geïnformatiseerd. Alle personen geboren na 1930 met een dossier in het Centraal Strafreger worden digitaal geregistreerd. Personen geboren vóór 1930 worden niet allemaal digitaal geregistreerd. Indien « niet gekend in bestand » als resultaat verschijnt bij een langs elektronische weg verrichte aanvraag om een uittreksel te verkrijgen betreffende een persoon geboren vóór 1930, moet bijgevolg eerst om bevestiging van dat antwoord worden verzocht bij de dienst van het Centraal Strafreger (door per brief een uittreksel aan te vragen).

Ik zou het op prijs stellen indien U de inhoud van deze omzendbrief zou meedelen aan alle betrokken diensten, besturen en instellingen, waarover U gezag, de controle of het toezicht uitoefent.

Brussel, 30 augustus 2001.

Voor de Minister van Justitie, afwezig,

De Minister van Telecommunicatie
en Overheidsbedrijven en Participaties,

R. DAEMS